

L. KLINKENBERG
La Ministre de l'Éducation
et de la Recherche scientifique

—
Note

Session 2022-2023
Documents parlementaires :
235 (2022-2023) n° 1 Projet de décret
235 (2022-2023) n° 2 Texte adopté en séance plénière
Compte rendu intégral : 12 décembre 2022 - n° 50 Discussion et vote

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2023/200303]

12 DECEMBER 2022 — Decreet houdende instemming met de Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Singapore, anderzijds, gedaan te Brussel op 19 oktober 2018

Het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :
Enig artikel - De Partnerschaps- en samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Unie en haar lidstaten, enerzijds, en de Republiek Singapore, anderzijds, gedaan te Brussel op 19 oktober 2018, zal volkomen gevolgd hebben. Wij kondigen dit decreet af en bevelen dat het door het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.
Eupen, 12 december 2022.

O. PAASCH
De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen en Financiën
A. ANTONIADIS
De Viceminister-President,
Minister van Gezondheid en Sociale Aangelegenheden,
Ruimtelijke Ordening en Huisvesting
I. WEYKMANS
De Minister van Cultuur en Sport,
Werkgelegenheid en Media
L. KLINKENBERG
De Minister van Onderwijs
en Wetenschappelijk Onderzoek

—
Nota

Zitting 2022-2023
Parlementaire stukken:
235 (2022-2023) Nr. 1 Ontwerp van decreet
235 (2022-2023) Nr. 2 Tekst aangenomen door de plenaire vergadering
Integraal verslag: 12 december 2022 - Nr. 50 Bespreking en aanneming

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/40544]

15 DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, à l'exception du statut administratif et pécuniaire des agents

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, modifié par le décret du 15 juillet 2021 contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, le décret du 21 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 et le décret du 18 mai 2022 modifiant les décrets du 29 octobre 2015 portant création des fonds budgétaires en matière de routes et voies hydrauliques et du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques les articles 15, § 6, 16, dernier alinéa, 18, alinéa 1^{er}, 20, alinéa 2, 24, 28, § 10, 33, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, 4 et 6, 34, § 1^{er}, alinéa 2, 36, 41, § 1^{er}, alinéa 1^{er} et § 6, 44, § 2, et 59 ;

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif aux communications par voie électronique entre les usagers et les autorités publiques wallonnes, l'article 4 ;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions et matière de transport par route ;

Vu l'arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le rapport du 5 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 février 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2022 ;

Vu l'avis n°198/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 25 octobre 2021 ;

Vu l'avis 71.226/4 du Conseil d'Etat, donné le 16 mai 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret du 24 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération du 7 janvier 2014 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2021 portant exécution des articles 56, 57 et 58 du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2022 relatif à l'accompagnement des véhicules exceptionnels mettant en vigueur l'article 44, § 1^{er}, 9°, du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et de la Ministre de la Fonction publique et de la Sécurité routière ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive (UE) 2015/413 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2015 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 4 avril 2019 : le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière ;

2° l'avis d'infraction : un procès-verbal accompagné d'une proposition de paiement de l'amende administrative minorée ;

3° le Ministre : le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions ou son délégué ;

4° les instruments de mesure : tous les objets, instruments et appareils fixes ou leurs combinaisons, conçus et mis en œuvre dans le but de réaliser d'une manière durable des mesures sur la voie publique en vue de constater automatiquement, en l'absence d'un agent qualifié, les infractions mentionnées au décret du 4 avril 2019 ;

5° l'Administration : toute autorité qui a l'intention d'installer et de mettre en fonction un instrument de mesure ;

6° l'agent qualifié : l'agent qualifié visé à l'article 14 du décret du 4 avril 2019 ;

7° le conseiller de poursuite administrative : le conseiller de poursuite administrative visé à l'article 17 du décret du 4 avril 2019 ;

8° le fonctionnaire d'instance administrative : le fonctionnaire d'instance administrative visé à l'article 27 du décret du 4 avril 2019 ;

9° l'Etat membre d'immatriculation : l'Etat membre dans lequel est immatriculé le véhicule avec lequel l'infraction a été commise.

CHAPITRE 2. — Amende administrative, indexation et frais de procédure

Art. 3. En application de l'article 18 du décret du 4 avril 2019, les montants des amendes administratives fixés par le décret du 4 avril 2019 ou par ses arrêtés d'exécution, à l'exception de ceux visés à l'article 23, § 2, du décret du 4 avril 2019, sont indexés tous les cinq ans au 1^{er} janvier en faisant application de l'indice des prix à la consommation. L'indice de référence est celui du mois de novembre 2022.

Lors de l'indexation, le résultat est augmenté de 0,50 € maximum ou diminué de 0,49 € maximum pour obtenir un nombre entier.

Art. 4. Conformément à l'article 20, alinéa 2, du décret du 4 avril 2019, en cas de dépassement d'une dimension, les véhicules ou combinaisons de véhicules chargés, dont la masse totale autorisée :

1° ne dépasse pas 3,5 t, se voient infliger une amende administrative de trente pour cent des montants prévus à l'article 20, alinéa 1^{er}, du décret du 4 avril 2019 ;

2° est supérieure à 3,5 t et inférieure à 12 t, se voient infliger une amende administrative de cinquante pour cent des montants prévus à l'article 20, alinéa 1^{er}, du décret du 4 avril 2019 ;

3° est supérieure ou égale à 12 t sans être supérieure à 32 t se voient infliger une amende administrative de quatre-vingts pour cent des montants prévus à l'article 20 alinéa 1^{er} du décret du 4 avril 2019.

Art. 5. Les infractions au décret du 4 avril 2019 ou à ses arrêtés d'exécution pour lesquelles des amendes administratives ne sont pas définies sont punies d'une amende administrative de 30 €.

Art. 6. Les frais de procédure visés à l'article 28, § 10, du décret du 4 avril 2019 peuvent être fixés par le Ministre.

CHAPITRE 3. — Amende administrative minorée et consignation de sommes

Section 1^{re}. — Propositions

Art. 7. Les agents qualifiés proposent à l'auteur de l'infraction, selon la politique d'action administrative déterminée par le conseiller de poursuite administrative :

1° soit, une amende administrative minorée visée à l'article 33 du décret du 4 avril 2019 ;

2° soit, une consignation ou récupération des sommes visée à l'article 34, § 1^{er}, du décret du 4 avril 2019.

Section 2. — Montants

Art. 8. § 1^{er}. Pour les infractions visées au décret du 4 avril 2019, aux arrêtés pris en son exécution et au présent arrêté, le montant de l'amende administrative minorée correspond au montant minimal de l'amende administrative fixée au décret du 4 avril 2019, aux arrêtés pris en son exécution ou au présent arrêté sans l'application du coefficient multiplicateur visé à l'article 18, alinéa 2 du décret du 4 avril 2019.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, en cas de dépassement de la vitesse maximale autorisée fixée dans les règlements et arrêtés pris en exécution de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et du décret du 4 avril 2019, le montant de l'amende administrative minorée s'élève à la somme suivante :

1° pour les 10 premiers km/h au-delà de la vitesse maximale autorisée, à 53 € ;

2° dans une agglomération, une zone 30, les abords d'une école, dans une zone résidentielle ou une zone de rencontre, 53 € majorés de 11 € pour chaque km/h au-delà des 10 premiers km/h dépassant la vitesse maximale autorisée ;

3° dans tous les autres cas, 53 € majorés de 6 € pour chaque km/h au-delà des 10 premiers km/h dépassant la vitesse maximale autorisée.

Art. 9. La somme à consigner ou à récupérer dans les cas visés à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 4 avril 2019 correspond, selon l'infraction considérée, au montant de l'amende administrative minorée.

Section 3. — En cas d'interception de l'auteur de l'infraction

Art. 10. § 1^{er}. En cas d'interception de l'auteur de l'infraction, il est fait usage de formulaires numérotés réunis en carnets numérotés dont la forme peut reprendre le modèle repris en annexe.

L'agent qualifié complète le formulaire dont :

1° le premier exemplaire est envoyé au conseiller de poursuite administrative ou, le cas échéant, au procureur du roi compétent ;

2° le second exemplaire reste attaché au carnet ;

3° le troisième exemplaire est remis à l'auteur de l'infraction.

Les formulaires peuvent être dressés sous forme électronique avec signature électronique ou au moyen d'un appareil sécurisé, permettant le recours à une signature manuscrite conservée sous forme numérique. Dans ce cas, un document reprenant les données du formulaire est remis à l'auteur de l'infraction sous forme d'impression papier ou par voie électronique.

§ 2. Lorsque plusieurs infractions sont concomitantes, celles-ci sont mentionnées sur le même formulaire, le procès-verbal ou l'avis d'infraction visé à l'article 12.

§ 3. Lorsqu'un formulaire est annulé, l'agent qui le détient constate cette annulation par une mention, datée et signée, sur tous les volets du formulaire papier où une mention en est faite.

Art. 11. § 1^{er}. Lorsque l'auteur de l'infraction a un domicile ou une résidence fixe en Belgique, le paiement s'effectue, selon les directives de l'agent qualifié, par :

1° carte bancaire ou de crédit sur un terminal mobile de paiement pour autant que ce service soit disponible sur les lieux de l'interception ;

2° virement ;

3° carte bancaire ou de crédit sur internet ou par toute une autre forme de paiement électronique mis à disposition par l'autorité pour autant que ces services soient disponibles.

Un avis d'infraction visé à l'article 12 peut également être remis ou adressé à l'auteur de l'infraction.

En ce qui concerne les paiements visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, un bulletin de virement est remis en même temps qu'un exemplaire du formulaire. Le paiement est effectué dans un délai de dix jours à compter de la remise du formulaire. La date du paiement par l'organisme bancaire ou de crédit fait foi de la date de paiement. En cas de non-paiement, un procès-verbal est rédigé conformément à l'article 15, §§ 2 et 3, du décret du 4 avril 2019.

§ 2. Lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique, le paiement s'effectue, selon les directives de l'agent qualifié :

1° conformément au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° ou 3° ;

2° en espèces dès lors que l'agent qualifié appartient au cadre opérationnel de la police locale ou fédérale.

Pour les paiements en espèces visés à l'alinéa 1^{er}, la somme est acquittée en euros au moyen de billets de banque et en pièces de 1 ou 2 € ou 50 cents. L'usage des pièces est limité à 100 € maximum.

Section 4. — En cas d'absence d'interception de l'auteur de l'infraction

Art. 12. § 1^{er}. En cas d'absence d'interception de l'auteur de l'infraction, un avis d'infraction est envoyé à la personne suspectée d'infraction.

§ 2. L'avis d'infraction mentionne au moins :

1° l'identité de la personne suspectée d'infraction ;

2° la date, l'heure et le lieu de l'infraction ;

3° la description de l'infraction ou des infractions concomitantes et l'intitulé des dispositions légales violées ;

4° le cas échéant, la signalisation routière en place le jour des faits ;

5° l'identification du véhicule ;

6° les références de l'agent qualifié ou le cas échéant, l'identification de l'appareil fonctionnant automatiquement avec les tolérances de mesures appliquées et la date d'expiration du dernier étalonnage ;

7° le montant de l'amende administrative minorée ;

8° la possibilité, le cas échéant, de suivre une formation alternative ;

9° les modalités de paiement ;

10° la date ultime de paiement ;

11° l'indication du montant de l'amende administrative minorée exécutoire et du montant de l'amende administrative en cas de défaut de paiement de l'amende administrative minorée ;

12° le délai et les modalités d'introduction d'une réclamation ;

13° les modalités d'accès au site internet protégé auquel l'auteur de l'infraction a seul accès pour consulter les données relatives à l'infraction ;

14° les mentions visées à l'article 41, § 5, du décret du 4 avril 2019 et celles visées en vertu des articles 13 et 14 du RGPD ou le renvoi vers le site internet protégé auquel l'auteur de l'infraction a seul accès pour les consulter dans le cas de la transmission par voie électronique.

§ 3. L'avis d'infraction et la notification visés à l'article 16, ainsi que leurs rappels peuvent être envoyés exclusivement de manière électronique au destinataire dès lors que ce dernier a donné son consentement libre, préalable, spécifique et informé à recevoir uniquement des communications par voie électronique.

§ 4. Lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique, l'avis d'infraction est rédigé dans la langue utilisée dans le document d'immatriculation, s'il est disponible, ou dans l'une des langues officielles de l'Etat membre d'immatriculation

pour :

1° les infractions visées aux articles 19, 20, 21 ou 23 du décret du 4 avril 2019,

2° les infractions au décret du 4 avril 2019 ou à ses arrêtés d'exécution faisant l'objet d'une convention internationale l'exigeant.

§ 5. L'avis d'infraction peut être envoyé par transmission électronique selon les modalités déterminées par le Ministre.

§ 6. Le paiement s'effectue :

1° par virement ;

2° par carte bancaire ou de crédit sur internet ou par toute autre forme de paiement électronique mis à disposition par l'autorité dans le cas où ces services sont disponibles.

Le paiement s'effectue dans un délai de dix jours à compter de la réception de l'avis d'infraction. La date du paiement par l'organisme bancaire fait foi de la date de paiement.

Section 5. — Réclamation

Art. 13. § 1^{er}. En cas d'absence d'interception, l'auteur de l'infraction, éventuellement représenté par son avocat, peut introduire une réclamation à l'encontre de l'amende administrative minorée par envoi recommandé dans les dix jours de la réception de l'avis d'infraction.

§ 2. La réclamation est formalisée à peine de nullité selon les instructions reprises dans l'avis d'infraction ou sur le site internet qui y est référencé.

La réclamation contient la référence figurant sur l'avis d'infraction ainsi que l'un des documents suivants :

1° le récépissé du dépôt de plainte pour vol ou destruction du véhicule ou d'usurpation de plaque d'immatriculation, ou une copie de la déclaration de destruction de véhicule ;

2° l'indication de l'auteur de l'infraction précisant l'identité, l'adresse, ainsi que la référence du permis de conduire de la personne qui conduisait le véhicule lorsque l'infraction a été constatée ;

3° les éléments établissant l'existence d'une cause de force majeure ou prouvant que l'auteur de la réclamation n'était pas conducteur au moment des faits.

CHAPITRE 4. — Déchargement et immobilisation du véhicule

Art. 14. En cas d'infraction à l'article 3 du décret du 4 avril 2019, l'agent qualifié peut faire procéder au déchargement dans les situations suivantes :

1° plus de dix pour cent de surcharge par rapport à la masse maximale autorisée du véhicule ou de la combinaison de véhicules, déchargement de l'excédent de charge ;

2° plus de vingt pour cent de surcharge par rapport à la masse maximale prévue par le constructeur, déchargement total et passage au contrôle technique.

Art. 15. En vue d'assurer l'immobilisation visée à l'article 34, § 2, du décret du 4 avril 2019, l'agent qualifié procède au retrait des documents de bord, des clés de contact ou à la pose de sabots ou de chaînes.

CHAPITRE 5. — Amende administrative minorée exécutoire

Art. 16. § 1^{er}. La notification de l'amende administrative minorée exécutoire visée à l'article 36 du décret du 4 avril 2019 mentionne au moins :

1° les éléments visés à l'article 12, § 2, 1° à 6°, 13° et 14° ;

2° la référence de l'avis d'infraction ;

3° le montant de l'amende administrative minorée exécutoire ;

4° les modalités de paiement ;

5° la date ultime de paiement ;

6° l'indication du montant de l'amende administrative en cas de défaut de paiement ;

7° le délai et les modalités d'introduction d'un recours devant le fonctionnaire d'instance administrative en précisant que l'auteur de l'infraction a le droit de :

a) faire valoir par écrit ses moyens de défense par envoi recommandé, dans les quinze jours de la date de réception de l'amende administrative minorée exécutoire ;

b) demander par envoi recommandé à présenter oralement ses moyens de défense dans le même délai ;

c) se faire représenter ou assister par un conseil ;

d) consulter son dossier.

§ 2. Lorsque l'auteur de l'infraction n'a pas de domicile ou de résidence fixe en Belgique, l'amende administrative minorée exécutoire est rédigée dans la langue utilisée dans le document d'immatriculation, s'il est disponible, ou dans l'une des langues officielles de l'Etat membre d'immatriculation pour :

1° les infractions visées aux articles 19, 20, 21 ou 23 du décret du 4 avril 2019 ;

2° les infractions au décret du 4 avril 2019 ou à ses arrêtés d'exécution faisant l'objet d'une convention internationale l'exigeant.

§ 3. Le paiement est effectué dans un délai de quinze jours suivant le jour de la réception de l'amende administrative minorée exécutoire.

Les modes de paiement prévus à l'article 11, § 1^{er}, 2° et 3° sont applicables.

Art. 17. § 1^{er}. Conformément à l'article 36, alinéa 3, du décret du 4 avril 2019, l'auteur de l'infraction, éventuellement représenté par son avocat, peut introduire un recours à l'encontre de l'amende administrative minorée exécutoire adressé par envoi recommandé au fonctionnaire d'instance administrative.

§ 2. Le recours est formalisé à peine de nullité selon les instructions reprises dans la notification de l'amende administrative minorée exécutoire ou sur le site internet qu'elle désigne et contient la référence indiquée. La date d'envoi vaut comme date de dépôt du recours.

La procédure visée à l'article 28, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, et §§ 2 à 11, du décret du 4 avril 2019 est applicable.

Le conseiller de poursuite administrative transmet à l'administration qui, au sein du Service public de Wallonie, est compétente pour le recouvrement des créances, les amendes administratives minorées exécutoires non payées qui sont exigibles et qu'il déclare exécutoire.

CHAPITRE 6. — Modalités de concertation pour le placement des équipements fixes

Art. 18. La concertation visée à l'article 16, alinéa 7, du décret du 4 avril 2019 a pour objet :

1° l'explication des intentions des autorités compétentes ;

2° les remarques des autorités compétentes prenant part à la concertation ;

3° la discussion quant à la politique intégrée sur le plan administratif, pénal et policier dans le domaine de la recherche, de la constatation et de la poursuite des infractions routières en vue de la détermination de l'emplacement et des circonstances d'utilisation d'instruments de mesure fixes ;

4° les mesures concrétisant la collaboration entre les autorités compétentes en vue de réaliser la politique précitée.

Les autorités compétentes dans le domaine de la recherche et de la poursuite des infractions en matière de sécurité routière et responsables sur le plan territorial de l'emplacement, l'installation et la mise en fonction d'un ou des instruments de mesure fixes prennent part à la concertation.

Les autorités compétentes à la concertation sont :

1° pour les autorités judiciaires, le ou les procureurs du Roi pour les appareils de contrôle des infractions de vitesse ;

2° pour les autorités policières :

a) le ou les directeurs coordonnateurs de la police administrative ;

b) le ou les chefs de corps de la police locale ou un représentant de la direction des voies de communication de la police fédérale ;

c) le président du collège de police dans une zone pluricommunale de police ;

d) les responsables des agents qualifiés prévus au chapitre III du décret du 4 avril 2019 lorsque les instruments de mesure fixes les concernent ou s'ils sont chargés de la gestion opérationnelle du ou desdits instruments ;

3° pour les autorités administratives :

a) le ou les bourgmestres ;

b) le ou les gestionnaires de la voirie ;

c) le Ministre ;

d) le conseiller de poursuite administrative.

Sont gestionnaires de la voirie pour l'alinéa 3, 3°, b) :

a) le Ministre qui a les travaux publics dans ses attributions ou son délégué lorsqu'il s'agit d'une voirie régionale ;

b) le bourgmestre lorsqu'il s'agit d'une voirie communale ;

c) le cas échéant, le représentant de la société de transports en commun ;

d) le cas échéant, le représentant de la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures - SOFICO.

Chacune des parties peut se faire représenter par un ou plusieurs délégués.

Art. 19. L'Administration ou les personnes visées à l'article 18, alinéa 3, 3°, convoque les autorités compétentes à la concertation.

L'absence d'une ou plusieurs autorités compétentes invitées n'entraîne pas l'invalidation de la concertation.

Art. 20. § 1^{er}. Les conventions relatives au placement et aux circonstances d'utilisation d'un équipement ou des équipements fixes sont consignées dans un protocole.

Le protocole mentionne :

1° l'accord du gestionnaire de la voirie, pour le placement sur la voie publique dont il a la gestion, de l'équipement ou des équipements fixes pour des instruments de mesure à fonctionnement automatique en l'absence d'un agent qualifié ;

2° les modalités relatives aux instruments de mesure.

§ 2. A la demande motivée d'une des autorités compétentes d'apporter une modification aux conventions, l'Administration convoque une nouvelle concertation.

CHAPITRE 7. — *Fichier central et traitement des données à caractère personnel*

Art. 21. § 1^{er}. Le fichier central consiste en une banque de données qui structure les données et les informations visées au paragraphe 2 afin qu'elles soient facilement traitées et retrouvées en vue des finalités visées à l'article 41, § 2, du décret du 4 avril 2019.

§ 2. Les données relatives aux contrôles, constatations, poursuites et sanctions sont uniquement accessibles aux personnes visées à l'article 41, § 2, du décret du 4 avril 2019, au moyen d'une connexion authentifiée, multifactorielle et tracée.

La consultation des données est régie par les droits d'accès personnels octroyés à chaque utilisateur de l'application, en fonction de son rôle dans le traitement des données. Les données tracées sont conservées durant une période de dix ans.

Le fichier de journalisation reprend pour chaque consultation les informations relatives à qui a eu accès, à quelles catégories de données et pour quelle finalité.

Art. 22. Le responsable du traitement pour le fichier central visé à l'article 41, § 4, du décret du 4 avril 2019 et pour les données à caractère personnel est le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures.

Art. 23. § 1^{er}. Les données utiles à la bonne exécution du décret du 4 avril 2019 et de ses arrêtés d'exécution peuvent être échangées avec des prestataires de service désignés par le Ministre.

Ces données sont :

- 1° le numéro de notice et la date du procès-verbal ;
- 2° le nom, prénom, domicile ou résidence de l'auteur de l'infraction, ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, sa nature juridique et son siège social, ou le cas échéant du titulaire de la plaque d'immatriculation ou de la personne civilement responsable ;
- 3° l'identité du conducteur du véhicule ;
- 4° le numéro de registre national de l'auteur de l'infraction, du conducteur du véhicule, du titulaire de la plaque d'immatriculation ou du civilement responsable, le cas échéant ;
- 5° le numéro d'entreprise ou d'unité d'établissement de la Banque-Carrefour des Entreprises ;
- 6° les données d'identification du véhicule notamment la plaque d'immatriculation et le type du véhicule ;
- 7° la nature de la ou des infractions ;
- 8° le lieu, la date et l'heure à laquelle l'infraction a été constatée ;
- 9° la signalisation routière en place le jour des faits ;
- 10° l'intitulé des textes légaux ou réglementaires contenant la ou les dispositions violées ;
- 11° le montant de l'amende administrative minorée ;
- 12° les informations sur l'appareil utilisé pour constater l'infraction ;
- 13° la communication structurée ;
- 14° le numéro de compte destinataire ;
- 15° les coordonnées de la zone de police, du service de la police fédérale ou du service de contrôle du Service public de Wallonie ;
- 16° les coordonnées du service du conseiller de poursuite administrative ;
- 17° les données concernant le statut du dossier ;
- 18° les numéros d'identification de l'opération ;
- 19° le numéro du compte du donneur d'ordre et les coordonnées de celui-ci ;
- 20° Les données visées à l'article 16, § 1^{er}.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} peuvent être échangées avec le prestataire uniquement par une ligne sécurisée, en vue :

- 1° de la réalisation des avis d'infraction et des notifications visées à l'article 16, des formulaires de virements avec une communication structurée et l'impression automatique ou la mise sous enveloppe de ces documents qui sont envoyés à l'auteur de l'infraction conformément aux procédures prévues au décret du 4 avril 2019 ;
- 2° de l'envoi des documents visés au 1° et des procès-verbaux annexés ;
- 3° du suivi du paiement et les rappels des amendes administratives, des amendes administratives minorées, amendes administratives minorées exécutoires et les éventuels rappels ;
- 4° de la gestion d'un centre d'appel et d'un service d'appui pour le traitement des questions administratives et financières en relation avec l'extinction de l'action administrative moyennant le paiement d'une somme d'argent ;
- 5° de la création et la gestion d'un site internet pour le paiement et la contestation de l'extinction de l'action administrative moyennant le paiement d'une somme d'argent, ainsi que la mise à disposition d'informations générales et de réponses aux questions fréquentes ;
- 6° du rapport détaillé sur toutes les opérations effectuées, visées aux 1° à 5°, par le prestataire transmis aux conseillers de poursuite administrative.

Toute autre opération est interdite.

§ 3. Les données, dans le système informatique du prestataire sont effacées dès qu'elles ne sont plus utiles aux opérations mentionnées au paragraphe 2 et ce au plus tard six mois après la date à laquelle l'infraction a été constatée.

CHAPITRE 8. — *Coopération en matière de politique criminelle*

Art. 24. La représentation au sein des réseaux d'expertise établis en vertu des articles 3 à 5 de l'accord de coopération du 7 janvier 2014 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité, lorsqu'ils portent sur les matières relatives au décret du 4 avril 2019 est assurée par les conseillers de poursuite administrative.

CHAPITRE 9. — *Dispositions transversales*

Art. 25. L'auteur de l'infraction peut recourir uniquement à un seul mode de paiement pour s'acquitter de l'amende administrative minorée, de la consignation de sommes, de l'amende administrative ou des sommes visées à l'article 34, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 4 avril 2019.

Art. 26. Les sommes en espèces perçues, consignées ou récupérées sont versées périodiquement, déduction faite de frais, sur un compte désigné au sein du Service public de Wallonie.

Art. 27. Conformément à l'article 44, § 2, du décret du 4 avril 2019, les notifications visées au décret du 4 avril 2019 et à ses arrêtés d'exécution sont réputées reçues le quatorzième jour après leurs dates d'envoi.

CHAPITRE 10. — *Dispositions finales*

Art. 28. Dans l'arrêté royal du 19 juillet 2000 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions et matière de transport par route, dans l'annexe 1^{re}, a), l'appendice 1^{er}, insérée par l'arrêté royal du 19 juillet 2013 et modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 16 juin 2019, est abrogé.

Art. 29. Dans l'article 3 de l'arrêté royal du 30 septembre 2005 désignant les infractions par degré aux règlements généraux pris en exécution de la loi relative à la police de la circulation routière, modifié par les arrêtés royaux des 28 décembre 2006, 7 avril 2007, 9 janvier 2013 et 28 mars 2013 et par la loi du 3 août 2016, il est inséré le 39/1^o rédigé comme suit :

39/1^o Ne pas respecter le signal C21 5 et 68.3 (signal C21)

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 avril 2023.

Le décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, hormis ses articles 13, 14, 15, § 6, 17, 23, 27, 31, 44, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9^o, 56, 57 et 58.

Art. 31. Le Ministre qui a la sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, à l'exception du statut administratif et pécuniaire des agents

Perception
 Consignation

Formulaire de perception immédiate ou de consignation de sommes

Formulaire destiné à l'auteur.

Lieu de l'infraction :
 Date du constat :
 Heure du constat :

AUTEUR DE L'INFRACTION

Nom, prénom : Date
 de naissance :
 Rue, N° :

 Code postal : Commune :

 Pays :

 Nationalité :

VEHICULE(S)

Marque :
 Type :
 Immatriculation :
 Nationalité :

NATURE DE(S) (L') INFRACTION(S)

- Vous reconnaissez l'infraction. Vous devez payer par carte bancaire, carte de crédit, virement⁽¹⁾ ou en espèces⁽²⁾ le montant de la perception immédiate qui s'élève àeuros. En choisissant cette option, vous renoncez à contester l'infraction. Le paiement éteint l'action administrative, sauf si Conseiller de Poursuite administrative vous notifie dans le mois, son intention de poursuivre la procédure.

Vous contestez avoir commis l'infraction.
Un procès-verbal sera rédigé.

- Carte bancaire/Carte de crédit
 Virement
 Espèces

1. Uniquement pour les contrevenants ayant leur résidence principale en Belgique.
2. Uniquement si la perception ou la consignation est opérée par un membre du cadre opérationnel de la police locale ou fédérale.

Nom du verbalisant :

Signature :

Date :

A COMPLETER PAR LE CONTREVENANT

Nom :

Signature :

Date :

Vu pour être annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022 portant exécution du décret du 4 avril 2019 relatif aux amendes administratives en matière de sécurité routière, à l'exception du statut administratif et pécuniaire des agents.

Namur, le 15 décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/40544]

15. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, mit Ausnahme der Bestimmungen in Bezug auf das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, abgeändert durch das Dekret vom 15. Juli 2021 zur ersten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2021, das Dekret vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 und das Dekret vom 18. Mai 2022 zur Abänderung der Dekrete vom 29. Oktober 2015 zur Errichtung von Haushaltsfonds in Sachen Straßen und Wasserwege, vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit und vom 19. März 2009 über die Erhaltung des regionalen öffentlichen Straßen- und Wasserstraßennetzes, Artikel 15 § 6, 16 letzter Absatz, 18 Absatz 1, 20 Absatz 2, 24, 28 § 10, 33 § 1, Absatz 2, §§ 2, 4 und 6, 34 § 1 Absatz 2, 36, 41 § 1, Absatz 1 und § 6, 44 § 2 und 59;

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Mitteilungen auf elektronischem Weg zwischen den Benutzern und den wallonischen öffentlichen Behörden, Artikel 4;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. September 2005 zur Bestimmung der Verstöße nach Graden gegen die in Ausführung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei ergangenen allgemeinen Verordnungen;

Aufgrund des Berichts vom 5. März 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3, Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 21. Februar 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 25. Oktober 2021 abgegebenen Stellungnahme der Datenschutzbehörde Nr. 198/2021;

Aufgrund des am 16. Mai 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 71.226/4;

Aufgrund des Dekrets vom 24. April 2014 zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 7. Januar 2014 zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen im Bereich der Kriminalpolitik und der Sicherheitspolitik;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Februar 2021 zur Ausführung der Artikel 56, 57 und 58 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. September 2022 über die Begleitung der außergewöhnlichen Fahrzeuge, mit dem Artikel 44 § 1 Ziffer 9 des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit in Kraft tritt;

Auf Vorschlag des Ministers für Mobilität und der Ministerin für den öffentlichen Dienst und für Verkehrssicherheit;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2015/413/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2015 zur Erleichterung des grenzüberschreitenden Austauschs von Informationen über die Straßenverkehrssicherheit gefährdende Verkehrsdelikte teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 4. April 2019: das Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit;

2° Benachrichtigung über einen Verstoß: ein Protokoll mit einem Vorschlag zur Zahlung einer ermäßigten administrativen Geldbuße;

3° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, oder dessen Beauftragter;

4° Messinstrumente: alle ortsfesten Gegenstände, Instrumente und Geräte oder deren Kombinationen, die mit dem Ziel entwickelt und eingesetzt werden, auf dauerhafte Weise Messungen auf öffentlichen Straßen durchzuführen, um in Abwesenheit eines befugten Beamten automatisch die im Dekret vom 4. April 2019 genannten Verstöße festzustellen;

5° Verwaltung: jede Behörde, die beabsichtigt, ein Messgerät aufzustellen und in Betrieb zu nehmen;

6° befugter Bediensteter: der in Artikel 14 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte befugte Bedienstete

7° Berater für die administrative Verfolgung: der in Artikel 17 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte Berater für die administrative Verfolgung;

8° Beamter der Verwaltungsinstanz: der in Artikel 27 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte Beamte der Verwaltungsinstanz;

9° Zulassungsmitgliedstaat: der Mitgliedstaat, in dem das Fahrzeug, mit dem der Verstoß begangen wurde, zugelassen ist.

KAPITEL 2 — *Administratives Bußgeld, Indexierung und Verfahrenskosten*

Art. 3 - In Anwendung von Artikel 18 des Dekrets vom 4. April 2019 werden die Beträge der administrativen Geldbußen, die durch das Dekret vom 4. April 2019 oder durch seine Ausführungserlasse festgelegt werden, mit Ausnahme der in Artikel 23 § 2 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Beträge, alle fünf Jahre zum 1. Januar unter Anwendung des Verbraucherpreisindexes indexiert. Der Referenzindex ist der Index des Monats November 2022.

Bei der Indexierung wird das Ergebnis um maximal 0,50 Euro hinauf- bzw. maximal 0,49 Euro herabgesetzt, um eine ganze Zahl zu erhalten.“

Art. 4 - Gemäß Artikel 20 Absatz 2 des Dekrets vom 4. April 2019 werden bei Überschreitung einer Abmessung beladene Fahrzeuge oder Fahrzeugkombinationen, deren zulässige Gesamtmasse:

1° 3,5 Tonnen nicht überschreitet, mit einer administrativen Geldbuße belegt, die sich auf dreißig Prozent der in Artikel 20 Absatz 1 des Dekrets vom 4. April 2019 vorgesehenen Beträge beläuft;

2° über 3,5 Tonnen und unter 12 Tonnen liegt, mit einer administrativen Geldbuße belegt, die sich auf fünfzig Prozent der in Artikel 20 Absatz 1 des Dekrets vom 4. April 2019 vorgesehenen Beträge beläuft;

3° über 12 Tonnen und unter 32 Tonnen liegt, mit einer administrativen Geldbuße belegt, die sich auf achtzig Prozent der in Artikel 20 Absatz 1 des Dekrets vom 4. April 2019 vorgesehenen Beträge beläuft.

Art. 5 - Verstöße gegen das Dekret vom 4. April 2019 oder seine Ausführungserlasse, für die keine administrativen Geldbußen festgelegt sind, werden mit einer administrativen Geldbuße von 30 € geahndet.

Art. 6 - Die in Artikel 28 § 10 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Verfahrenskosten können vom Minister festgelegt werden.

KAPITEL 3 — *Ermäßigte administrative Geldbuße und Hinterlegung von Geldbeträgen*

Abschnitt 1 — Vorschläge

Art. 7 - Die befugten Bediensteten schlagen dem Zuwiderhandelnden gemäß der vom Berater für die administrative Verfolgung festgelegten Politik in Sachen Verwaltungsverfahren Folgendes vor:

1° entweder ein ermäßigtes administratives Bußgeld gemäß Artikel 33 des Dekrets vom 4. April 2019;

2° oder eine Hinterlegung oder Rückforderung von Beträgen gemäß Artikel 34 § 1 des Dekrets vom 4. April 2019.

Abschnitt 2 — Beträge

Art. 8 - § 1. Für die im Dekret vom 4. April 2019, in seinen Ausführungserlassen und im vorliegenden Erlass genannten Verstöße entspricht der Betrag des ermäßigten administrativen Bußgelds dem Mindestbetrag des im Dekret vom 4. April 2019, in seinen Ausführungserlassen oder im vorliegenden Erlass festgelegten administrativen Bußgelds ohne Anwendung des in Artikel 18 Absatz 2 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Multiplikationskoeffizienten.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 beträgt bei Überschreitung der erlaubten Höchstgeschwindigkeit, die in den Verordnungen und Erlassen zur Ausführung des Gesetzes vom 16. März 1968 über die Straßenverkehrspolizei und des Dekrets vom 4. April 2019 festgelegt ist, der Betrag des ermäßigten administrativen Bußgelds:

1° für die ersten 10 km/h über der erlaubten Höchstgeschwindigkeit 53 €;

2° in einer geschlossenen Ortschaft, einer Tempo-30-Zone, in der Nähe einer Schule, in einem Wohngebiet oder einer Begegnungszone 53 € zuzüglich 11 € für jedes km/h, das über die ersten 10 km/h hinausgeht, die die erlaubte Höchstgeschwindigkeit überschreiten;

3° in allen anderen Fällen 53 € zuzüglich 6 € für jedes km/h, das über die ersten 10 km/h hinausgeht, die die erlaubte Höchstgeschwindigkeit überschreiten.

Art. 9 - Der Betrag, der in den in Artikel 34 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Fällen hinterlegt oder zurückgefordert werden muss, entspricht je nach dem betreffenden Verstoß dem Betrag des ermäßigten administrativen Bußgelds.

Abschnitt 3 — Bei Ergreifen des Zuwiderhandelnden

Art. 10 - § 1. Bei Ergreifen des Zuwiderhandelnden sind nummerierte Formulare in nummerierten Heften zu verwenden, deren Form dem im Anhang aufgeführten Muster entsprechen kann.

Der befugte Bedienstete füllt das Formular aus, von dem:

1° die erste Ausfertigung dem Berater für die administrative Verfolgung oder gegebenenfalls dem zuständigen Procurator des Königs übermittelt wird;

2° die zweite Ausfertigung dem Heft beigefügt bleibt;

3° die dritte Ausfertigung dem Zuwiderhandelnden ausgehändigt wird.

Die Formulare können in elektronischer Form mit elektronischer Unterschrift oder mithilfe eines gesicherten Geräts erstellt werden, das den Rückgriff auf eine handschriftliche Unterschrift ermöglicht, die in digitaler Form gespeichert wird. In diesem Fall wird dem Zuwiderhandelnden ein Dokument mit den Daten des Formulars als Papierausdruck oder auf elektronischem Wege ausgehändigt.

§ 2. Wenn mehrere Verstöße gleichzeitig auftreten, werden diese auf demselben Formular, Protokoll oder in der Benachrichtigung über einen Verstoß gemäß Artikel 12 vermerkt.

§ 3. Wird ein Formular annulliert, so stellt der Beamte, der es in seinem Besitz hat, diese Annullierung durch einen datierten und unterschriebenen Vermerk auf allen Teilen des Papierformulars fest, auf denen ein entsprechender Vermerk angebracht ist.

Art. 11 - § 1. Wenn der Zuwiderhandelnde einen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat, erfolgt die Zahlung nach den Anweisungen des befugten Bediensteten wie folgt:

1° per Bank- oder Kreditkarte an einem mobilen Zahlungsterminal, sofern dieser Dienst am Ort des Ergreifens zur Verfügung steht;

per Überweisung;

3° per Bank- oder Kreditkarte über das Internet oder durch eine andere von der Behörde zur Verfügung gestellte elektronische Zahlungsform, sofern diese Dienste verfügbar sind.

Eine Benachrichtigung über einen Verstoß gemäß Artikel 12 kann auch dem Zuwiderhandelnden ausgehändigt oder an ihn gerichtet werden.

Für Zahlungen nach Absatz 1 Ziffer 2 wird zusammen mit einer Ausfertigung des Formulars ein Überweisungsformular übergeben. Die Zahlung erfolgt innerhalb von zehn Tagen nach Übergabe des Formulars. Als Zahlungsdatum gilt das Datum der Zahlung durch das Bank- oder Kreditinstitut. Bei Nichtzahlung wird gemäß Artikel 15 §§ 2 und 3 des Dekrets vom 4. April 2019 ein Protokoll erstellt.

§ 2. Wenn der Zuwiderhandelnde keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat, erfolgt die Zahlung nach den Anweisungen des befugten Bediensteten wie folgt:

1° gemäß Paragraf 1 Absatz 1 Ziffern 1 oder 3;

2° in bar, insofern der befugte Bedienstete dem Einsatzkader der lokalen oder föderalen Polizei angehört.

Bei Barzahlungen nach Absatz 1 wird der Betrag in Euro mit Banknoten und Münzen im Wert von 1 oder 2 € oder 50 Cent beglichen. Die Verwendung von Münzen ist auf maximal 100 € beschränkt.

Abschnitt 4 — Bei fehlendem Ergreifen des Zuwiderhandelnden

Art. 12 - § 1. Wenn der Zuwiderhandelnde nicht ergriffen wird, wird der Person, die des Verstoßes verdächtig wird, eine Benachrichtigung über einen Verstoß zugesandt.

§ 2 Die Benachrichtigung über einen Verstoß enthält mindestens:

1° die Identität der Person, die eines Verstoßes verdächtig wird;

2° das Datum, die Uhrzeit und den Ort des Verstoßes;

3° die Beschreibung des Verstoßes oder der gleichzeitig begangenen Verstöße und die Bezeichnung der verletzten gesetzlichen Bestimmungen;

4° ggf. die am Tag der Tat vorhandenen Verkehrszeichen;

5° die Identifizierung des Fahrzeugs;

6° die Angaben zu dem befugten Bediensteten oder gegebenenfalls die Identifizierung des automatisch gesteuerten Geräts mit den angewandten Messtoleranzen und dem Ablaufdatum der letzten Kalibrierung;

7° den Betrag der ermäßigten administrativen Geldbuße;

8° gegebenenfalls die Möglichkeit, eine alternative Schulung zu absolvieren;

9° die Zahlungsmodalitäten;

10° der äußerste Zahlungstermin;

11° die Angabe des Betrags der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße und des Betrags der administrativen Geldbuße bei Nichtzahlung der ermäßigten administrativen Geldbuße;

12° die Frist und die Modalitäten für die Einreichung einer Beschwerde;

13° die Modalitäten für den Zugang zu der geschützte Website, zu der der Zuwiderhandelnde allein Zugang hat, um die Daten über den Verstoß einzusehen;

14° die in Artikel 41 § 5 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Angaben und die Angaben gemäß Artikel 13 und 14 der DSGVO oder den Verweis auf die geschützte Website, zu der der Zuwiderhandelnde allein Zugang hat, um sie zu konsultieren, im Falle der elektronischen Übermittlung.

§ 3. Die in Artikel 16 genannte Benachrichtigung über einen Verstoß und das Informationsschreiben sowie die diesbezüglichen Erinnerungsschreiben können ausschließlich auf elektronischem Wege an den Empfänger gesandt werden, sofern dieser seine freie, vorherige, spezifische und informierte Zustimmung zum Erhalt ausschließlich elektronischer Mitteilungen gegeben hat.

§ 4. Wenn der Zuwiderhandelnde keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat, wird die Benachrichtigung über einen Verstoß in der Sprache abgefasst, die im Zulassungsdokument verwendet wird, sofern dieses verfügbar ist, oder in einer der Amtssprachen des Zulassungsmitgliedstaates für:

1° Verstöße gegen die Artikel 19, 20, 21 oder 23 des Dekrets vom 4. April 2019,

2° Verstöße gegen das Dekret vom 4. April 2019 oder seine Ausführungserlasse, die Gegenstand eines internationalen Übereinkommens sind, das dies verlangt.

§ 5. Die Benachrichtigung über einen Verstoß kann durch elektronische Übermittlung gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten versandt werden.

§ 6. Die Zahlung erfolgt:

1° per Überweisung;

2° per Bank- oder Kreditkarte über das Internet oder durch eine andere von der Behörde zur Verfügung gestellte elektronische Zahlungsform, sofern diese Dienste verfügbar sind.

Die Zahlung erfolgt innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt der Benachrichtigung über einen Verstoß. Als Zahlungsdatum gilt das Datum der Zahlung durch das Bank- oder Kreditinstitut.

Abschnitt 5 — Beschwerde

Art. 13 - § 1. Wenn der Zuwiderhandelnde nicht ergriffen wird, kann er, gegebenenfalls vertreten durch seinen Anwalt, innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt der Benachrichtigung über einen Verstoß per Einschreiben Beschwerde gegen das ermäßigte administrative Bußgeld einlegen.

§ 2. Die Beschwerde wird unter Androhung der Nichtigkeit gemäß den in der Benachrichtigung über einen Verstoß oder auf der darin referenzierten Internetseite enthaltenen Anweisungen formalisiert.

Die Beschwerde enthält die auf der Benachrichtigung über einen Verstoß angegebene Referenz sowie eines der folgenden Dokumente:

1° der Hinterlegungsschein der Anzeige wegen Diebstahls oder Zerstörung des Fahrzeugs oder wegen Kennzeichenmissbrauchs oder eine Kopie der Erklärung über die Zerstörung des Fahrzeugs;

2° die Angabe des Zuwiderhandelnden unter Angabe der Identität, der Anschrift und der Führerscheinnummer der Person, die das Fahrzeug bei Feststellung des Verstoßes geführt hat;

3° Angaben, die das Vorliegen eines Grundes höherer Gewalt belegen oder beweisen, dass die Person, die die Beschwerde einlegt, zum Zeitpunkt der Tat nicht der Fahrer war.

KAPITEL 4 — Entladung und Stilllegung des Fahrzeugs

Art. 14 - Bei einem Verstoß gegen Artikel 3 des Dekrets vom 4. April 2019 kann der befugte Beamte in den folgenden Situationen die Entladung veranlassen:

1° mehr als zehn Prozent Überladung im Verhältnis zur zulässigen Höchstmasse des Fahrzeugs oder der Fahrzeugkombination, Entladung der Überladung;

2° mehr als zwanzig Prozent Überladung im Verhältnis zur vom Hersteller vorgesehenen Höchstmasse, vollständige Entladung und Weiterleitung an die technische Prüfstelle.

Art. 15 - Um die in Artikel 34 § 2 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte Stilllegung zu gewährleisten, entfernt der befugte Bedienstete die Borddokumente, die Zündschlüssel oder bringt Klauen oder Ketten an.

KAPITEL 5 — Vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße

Art. 16 - § 1. Das Informationsschreiben über die in Artikel 36 des Dekrets vom 4. April 2019 erwähnte vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße enthält mindestens:

1° die in Artikel 12 § 2 Ziffern 1 bis 6, 13 und 14 genannten Elemente;

2° die Referenz der Benachrichtigung über einen Verstoß;

3° den Betrag der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße;

4° die Zahlungsmodalitäten;

5° den äußersten Zahlungstermin;

6° die Angabe der Höhe der administrativen Geldbuße im Falle der Nichtzahlung;

7° die Frist und die Modalitäten für die Erhebung eines Widerspruchs bei dem Beamten der Verwaltungsinstanz, wobei darauf hinzuweisen ist, dass der Zuwiderhandelnde das Recht hat:

a) binnen fünfzehn Tagen ab Eingang der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße seine Verteidigungsmittel schriftlich per Einschreibebrief geltend zu machen;

b) binnen derselben Frist durch Einschreiben zu beantragen, seine Verteidigungsmittel mündlich vorzubringen;

c) sich von einem Rechtsbeistand vertreten oder unterstützen zu lassen;

d) Einsicht in seine Akte zu nehmen.

§ 2. Wenn der Zuwiderhandelnde keinen Wohnsitz oder festen Wohnort in Belgien hat, wird die vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße über einen Verstoß in der Sprache abgefasst, die im Zulassungsdokument verwendet wird, sofern dieses verfügbar ist, oder in einer der Amtssprachen des Zulassungsmitgliedstaates für:

1° Verstöße gegen die Artikel 19, 20, 21 oder 23 des Dekrets vom 4. April 2019,

2° Verstöße gegen das Dekret vom 4. April 2019 oder seine Ausführungserlasse, die Gegenstand eines internationalen Übereinkommens sind, das dies verlangt.

§ 3. Die Zahlung erfolgt innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbuße.

Die in Artikel 11 § 1 Ziffern 2 und 3 vorgesehenen Zahlungsarten sind anwendbar.

Art. 17 - § 1. Gemäß Artikel 36 Absatz 3 des Dekrets vom 4. April 2019 kann der Zuwiderhandelnde, gegebenenfalls vertreten durch seinen Anwalt, gegen die vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße einen Widerspruch erheben, die per Einschreiben an den Beamten der Verwaltungsinstanz gerichtet wird.

§ 2. Der Widerspruch wird unter Androhung der Nichtigkeit gemäß den im Informationsschreiben über die vollstreckbare ermäßigte administrative Geldbuße oder auf der darin angeführten Internetseite enthaltenen Anweisungen formalisiert. Der Tag der Absendung gilt als Tag der Erhebung des Widerspruchs.

Das in Artikel 28 § 1 Absätze 2 und 3 und §§ 2 bis 11 des Dekrets vom 4. April 2019 genannte Verfahren ist anwendbar.

Der Berater für die administrative Verfolgung übermittelt der Verwaltung, die innerhalb des Öffentlichen Dienstes der Wallonie für die Beitreibung von Forderungen zuständig ist, die vollstreckbaren, nicht bezahlten, ermäßigten administrativen Geldbußen, die fällig sind und die er für vollstreckbar erklärt.

KAPITEL 6 — Konzertierungsmodalitäten für das Anbringen von ortsfesten Ausrüstungen

Art. 18 - Die in Artikel 16 Absatz 7 des Dekrets vom 4. April 2019 erwähnte Konzertierung hat zum Ziel:

1° die Erläuterung der Absichten der zuständigen Behörden;

2° die Bemerkungen der an der Konzertierung teilnehmenden zuständigen Behörden;

3° die Diskussion hinsichtlich der auf administrativer, strafrechtlicher und polizeilicher Ebene integrierten Politik im Bereich der Ermittlung, Feststellung und Verfolgung von Verstößen im Bereich des Straßenverkehrs im Hinblick auf die Bestimmung des Standorts und der Umstände der Verwendung von ortsfesten Messgeräten;

4° Maßnahmen zur Konkretisierung der Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Behörden im Hinblick auf die Verwirklichung der oben genannten Politik.

Die Behörden, die für die Ermittlung und Verfolgung von Verstößen im Bereich des Straßenverkehrs zuständig und territorial verantwortlich sind für den Standort, die Aufstellung und die Inbetriebnahme eines oder mehrerer ortsfester Messgeräte, nehmen an der Konzertierung teil.

Die für die Konzertierung zuständigen Behörden sind:

1° für die Gerichtsbehörden: der oder die Prokuratoren des Königs für die Geräte zur Kontrolle von Geschwindigkeitsverstößen;

2° für die Polizeibehörden:

a) der oder die Direktoren-Koordinatoren der Verwaltungspolizei;

b) der oder die Korpschefs der lokalen Polizei oder ein Vertreter der Direktion der Verbindungswege der föderalen Polizei;

c) der Vorsitzende des Polizeikollegiums einer Polizeizone, die aus mehreren Gemeinden besteht;

d) die Verantwortlichen der in Kapitel III des Dekrets vom 4. April 2019 vorgesehenen befugten Beauftragten, wenn die ortsfesten Messgeräte sie betreffen oder wenn sie mit der operativen Verwaltung des oder der Messgeräte betraut sind;

3° für die Verwaltungsbehörden:

- a) der oder die Bürgermeister;
- b) der oder die Verwalter des Straßen- und Wegenetzes;
- c) der Minister;
- d) der Berater für die administrative Verfolgung.

Die Verwalter des Straßen- und Wegenetzes für Absatz 3 Ziffer 3 Buchstabe b) sind:

- a) der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die öffentlichen Arbeiten gehören, oder sein Beauftragter, wenn es sich um eine Regionalstraße handelt;
- b) der Bürgermeister, wenn es sich um eine Gemeindestraße handelt;
- c) gegebenenfalls der Vertreter der Gesellschaft für öffentlichen Verkehr;
- d) gegebenenfalls der Vertreter der Wallonischen Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen - SÖFICO.

Jede der Parteien kann sich durch einen oder mehrere Beauftragte vertreten lassen.

Art. 19 - Die Verwaltung oder die in Artikel 18 Absatz 3 Ziffer 3 genannten Personen laden die zuständigen Behörden zur Konzertierung ein.

Das Fernbleiben einer oder mehrerer eingeladenen zuständiger Behörden hat nicht die Ungültigkeit der Konzertierung zur Folge.

Art. 20 - § 1. Vereinbarungen über das Anbringen und die Nutzungsbedingungen einer oder mehrerer ortsfester Ausrüstungen werden in einem Protokoll festgehalten.

Das Protokoll erwähnt:

1° die Zustimmung des Verwalters des Straßen- und Wegenetzes zum Anbringen der ortsfesten Ausrüstung oder Ausrüstungen für automatisch arbeitende Messgeräte auf der von ihm verwalteten öffentlichen Straße, wenn kein befugter Bediensteter anwesend ist;

2° die Modalitäten in Bezug auf die Messgeräte.

§ 2. Auf begründeten Antrag einer der zuständigen Behörden, eine Änderung an den Vereinbarungen vorzunehmen, beruft die Verwaltung eine neue Konzertierung ein.

KAPITEL 7 — Zentrale Datei und Verarbeitung personenbezogener Daten

Art. 21 - § 1. Die zentrale Datei besteht aus einer Datenbank, die die in Paragraph 2 genannten Daten und Informationen so strukturiert, dass sie im Hinblick auf die in Artikel 41 § 2 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Zwecke leicht verarbeitet und wiedergefunden werden können.

§ 2. Die Daten im Zusammenhang mit Kontrollen, Feststellungen, Verfolgung und Ahndung sind nur den in Artikel 41 § 2 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Personen über eine authentifizierte, multifaktorielle und rückverfolgbare Verbindung zugänglich.

Die Einsichtnahme in die Daten wird durch die persönlichen Zugriffsrechte geregelt, die jedem Nutzer der Anwendung entsprechend seiner Rolle bei der Datenverarbeitung gewährt werden. Die protokollierten Daten werden für einen Zeitraum von zehn Jahren aufbewahrt.

Die Protokolldatei enthält für jeden Abruf die Informationen darüber, wer Zugriff hatte, auf welche Datenkategorien und zu welchem Zweck.

Art. 22 - Der für die Verarbeitung Verantwortliche für die zentrale Datei nach Artikel 41 § 4 des Dekrets vom 4. April 2019 und für die personenbezogenen Daten ist der Öffentliche Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen.

Art. 23 - § 1. Daten, die für die ordnungsgemäße Durchführung des Dekrets vom 4. April 2019 und seiner Ausführungserlasse relevant sind, können mit Dienstleistern ausgetauscht werden, die vom Minister bestimmt werden.

Diese Daten sind:

- 1° das Datum der Notiz und die Nummer des Protokolls;
- 2° Name, Vorname, Wohnort oder Wohnsitz des Zuwiderhandelnden oder, falls es sich um eine juristische Person handelt, deren Bezeichnung, Rechtsform und Gesellschaftssitz, oder gegebenenfalls des Inhabers des Kennzeichens oder der zivilrechtlich haftenden Person;
- 3° die Identität des Fahrers des Fahrzeugs;
- 4° die Nationalregisternummer des Zuwiderhandelnden, des Fahrers des Fahrzeugs, des Inhabers des Kennzeichens oder der zivilrechtlich haftenden Person, falls zutreffend;
- 5° die Unternehmensnummer oder der Niederlassungseinheit der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 6° die Identifikationsdaten des Fahrzeugs, insbesondere das Kennzeichen und den Fahrzeugtyp;
- 7° die Art des Verstoßes/der Verstöße;
- 8° der Ort, das Datum und die Uhrzeit des festgestellten Verstoßes;
- 9° die am Tag der Tat vorhandenen Verkehrszeichen;
- 10° die Überschrift der Rechts- oder Verwaltungsvorschriften, die die verletzte(n) Bestimmung(en) enthalten;
- 11° den Betrag der ermäßigten administrativen Geldbuße;
- 12° Informationen über das Gerät, das zur Feststellung des Verstoßes verwendet wurde;
- 13° die strukturierte Mitteilung;
- 14° die Nummer des Empfängerkontos;

15° die Kontaktdaten der Polizeizone, der Dienststelle der föderalen Polizei oder der Kontrolldienststelle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

16° die Kontaktdaten der Dienststelle des Beraters für die administrative Verfolgung;

17° Angaben zum Bearbeitungsstand der Akte;

18° die Identifikationsnummern des Vorgangs;

19° die Kontonummer des Auftraggebers und die Kontaktdaten des Auftraggebers;

20° die in Artikel 16 § 1 erwähnten Daten.

§ 2. Die in Paragraf 1 genannten Daten dürfen mit dem Dienstleister nur über eine gesicherte Verbindung ausgetauscht werden für:

1° die Erstellung der in Artikel 16 genannten Benachrichtigungen über einen Verstoß und Informationsschreiben, der Überweisungsformulare mit strukturierter Mitteilung und den automatischen Druck oder das Kuvertieren dieser Dokumente, die gemäß den im Dekret vom 4. April 2019 vorgesehenen Verfahren an den Zuwiderhandelnde gesendet werden;

2° die Versendung der in Ziffer 1 genannten Dokumente und der beigefügten Protokolle;

3° die Überwachung der Zahlung und die Mahnungen der administrativen Geldbußen, der ermäßigten administrativen Geldbußen, der vollstreckbaren ermäßigten administrativen Geldbußen und der eventuellen Mahnungen;

4° die Verwaltung einer Telefonzentrale und eines Unterstützungsdienstes für die Bearbeitung von Verwaltungs- und Finanzfragen im Zusammenhang mit dem Erlöschen von Verwaltungsverfahren gegen Zahlung eines Geldbetrags;

5° die Einrichtung und Verwaltung einer Website für die Zahlung und Beanstandung des Erlöschens von Verwaltungsverfahren gegen Zahlung eines Geldbetrags sowie die Bereitstellung von allgemeinen Informationen und Antworten auf häufig gestellte Fragen;

6° den detaillierten Bericht über alle unter den Ziffern 1 bis 5 genannten, vom Dienstleister durchgeführten Operationen, der den Beratern für die administrative Verfolgung übermittelt wird.

Alle anderen Operationen sind untersagt.

§ 3. Die Daten im Computersystem des Dienstleisters werden gelöscht, sobald sie für die in Absatz 2 genannten Zwecke nicht mehr benötigt werden, spätestens jedoch sechs Monate nach dem Tag, an dem der Verstoß festgestellt wurde.

KAPITEL 8 — Zusammenarbeit im Bereich der Kriminalpolitik

Art. 24 - Die Vertretung in den gemäß den Artikeln 3 bis 5 des Zusammenarbeitsabkommens vom 7. Januar 2014 zwischen dem Föderalstaat, den Gemeinschaften und den Regionen im Bereich der Kriminalpolitik und der Sicherheitspolitik eingerichteten Gutachternetzen, wenn sie sich auf Angelegenheiten beziehen, die das Dekret vom 4. April 2019 betreffen, wird von den Beratern für die administrative Verfolgung wahrgenommen.

KAPITEL 9 — Bereichsübergreifende Bestimmungen

Art. 25 - Der Zuwiderhandelnde darf nur eine einzige Zahlungsweise verwenden, um das ermäßigte administrative Bußgeld, die Hinterlegung von Beträgen, das administrative Bußgeld oder die in Artikel 34, § 1, Absatz 3 des Dekrets vom 4. April 2019 genannten Beträge zu begleichen.

Art. 26 - Die erhobenen, hinterlegten oder zurückgeforderten Geldbeträge werden regelmäßig nach Abzug von Gebühren auf ein designiertes Konto beim Öffentlichen Dienst der Wallonie überwiesen.

Art. 27 - Gemäß Artikel 44 § 2 des Dekrets vom 4. April 2019 gelten Mitteilungen gemäß dem Dekret vom 4. April 2019 und seinen Ausführungserlassen am vierzehnten Tag nach ihren Absendedaten als zugegangen.

KAPITEL 10 — Schlussbestimmungen

Art. 28 - Im Königlichen Erlass vom 19. Juli 2000 über die Zahlung und die Hinterlegung eines Geldbetrags bei der Feststellung bestimmter Übertretungen bei der Personen- und Güterbeförderung im Straßenverkehr wird in Anlage 1 a) der Anhang 1, eingefügt durch den Königlichen Erlass vom 19. Juli 2013 und zuletzt geändert durch den Königlichen Erlass vom 16. Juni 2019, aufgehoben.

Art. 29 - In Artikel 3 des Königlichen Erlasses vom 30. September 2005 zur Bestimmung der Verstöße nach Graden gegen die in Ausführung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei ergangenen allgemeinen Verordnungen, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 28. Dezember 2006, 7. April 2007, 9. Januar 2013 und 28. März 2013 sowie durch das Gesetz vom 3. August 2016, wird 39/1° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

39/1° Das Verkehrsschild C21 nicht beachten. 5 und 68.3 (Verkehrsschild C21)

Art. 30 - Der vorliegende Erlass tritt am 30. April 2023 in Kraft.

Das Dekret vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit tritt mit Ausnahme seiner Artikel 13, 14, 15, § 6, 17, 23, 27, 31, 44, § 1 Absatz 1 Ziffer 9, 56, 57 und 58 am Tag des Inkrafttretens dieses Erlasses in Kraft.

Art. 31 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, mit Ausnahme der Bestimmungen in Bezug auf das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten

- Erhebung
 Hinterlegung

Formular für sofortige Erhebungen oder Hinterlegungen

Formular für den Zuwiderhandelnden

Ort des Verstoßes:
Datum der Feststellung des Verstoßes:
Uhrzeit der Feststellung des Verstoßes:

ZUWIDERHANDELNDER

Name, Vorname:

.....

Geburtsdatum:

Straße, Nr.:

.....

.....

PLZ: Gemeinde:

.....

.....

Land:

.....

..... Staatsangehörigkeit:

FAHRZEUG(E)

Hersteller:

Typ:

Kennzeichen:

Staatsangehörigkeit:

ART DES VERSTOSSES ODER DER VERSTÖSSE

- Sie geben den Verstoß zu. Sie müssen per Bankkarte, Kreditkarte, Überweisung⁽¹⁾ oder in bar⁽²⁾ den Betrag der sofortigen Erhebung zahlen, der sich aufEuro beläuft. Wenn Sie diese Möglichkeit wählen, verzichten Sie darauf, den Verstoß zu beanstanden. Mit der Zahlung erlischt das Verwaltungsverfahren, es sei denn, Sie erhalten innerhalb eines Monats eine Mitteilung vom Berater für die administrative Verfolgung, dass er das Verfahren fortsetzen will.

Sie bestreiten, den Verstoß begangen zu haben.
Ein Protokoll wird erstellt.

- Bankkarte/Kreditkarte
 Überweisung
 Barzahlung

1. Nur für Zuwiderhandelnde mit Hauptwohnsitz in Belgien.
2. Nur wenn die Erhebung oder Hinterlegung von einem Mitglied des Einsatzkaders der lokalen oder föderalen Polizei durchgeführt wird.

Name des Protokollanten:
Unterschrift:
Datum:

VON DER/DEM ZUWIDERHANDELNDEN AUSZUFÜLLEN

Name:
Unterschrift:

Datum:

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 4. April 2019 über die administrativen Geldbußen im Bereich der Verkehrssicherheit, mit Ausnahme der Bestimmungen in Bezug auf das Verwaltungs- und Besoldungsstatut der Bediensteten beigelegt zu werden.

Namur, den 15. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/40544]

15 DECEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, met uitzondering van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, gewijzigd bij het decreet van 15 juli 2021 houdende de eerste aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021, het decreet van 21 december 2021 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 en het decreet van 18 mei 2022 tot wijziging van de decreten van 29 oktober 2015 houdende oprichting van begrotingsfondsen inzake wegen en waterwegen en van 19 maart 2009 betreffende de instandhouding van het gewestelijke openbaar wegen- en waterwegendomein, de artikelen 15, § 6, 16, laatste lid, 18, eerste lid, 20, tweede lid, 24, 28, § 10, 33, § 1, tweede lid, §§ 2, 4 en 6, 34, § 1, tweede lid, 36, 41, § 1, eerste lid en § 6, 44, § 2, en 59 ;

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de communicaties via elektronische weg tussen de gebruikers en de Waalse openbare overheden, artikel 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen inzake het wegverkeer;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 september 2005 tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op het rapport van 5 maart 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 februari 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2022;

Gelet op het advies nr. 198/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 25 oktober 2021;

Gelet op advies nr. 71.226/4 van de Raad van State, gegeven op 16 mei 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het decreet van 24 april 2014 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2014 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en Gewesten betreffende het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 februari 2021 tot uitvoering van de artikelen 56, 57 en 58 van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 september 2022 betreffende de begeleiding van uitzonderlijke voertuigen tot inwerkingstelling van artikel 44, § 1, 9° van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit en de Minister van Ambtenarenzaken en Verkeersveiligheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Richtlijn (EU) 2015/413 van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2015 ter facilitering van de grensoverschrijdende uitwisseling van informatie over verkeersveiligheidsgerelateerde verkeersovertredingen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 4 april 2019: het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid;

2° het bericht van overtreding: een proces-verbaal vergezeld van een voorstel tot betaling van de verlaagde administratieve geldboete;

3° de Minister: de Minister bevoegd voor de verkeersveiligheid of diens afgevaardigde;

4° de meetinstrumenten: alle voorwerpen, instrumenten en vaste apparatuur of combinaties daarvan, ontworpen en uitgevoerd voor het verrichten van permanente metingen op de openbare weg met het oog op de automatische vaststelling, bij afwezigheid van een bevoegde ambtenaar, van de in het decreet van 4 april 2019 vermelde overtredingen;

5° de Administratie: elke overheid die voornemens is een meetinstrument te installeren en in werking te stellen;

6° het bevoegde personeelslid: het bevoegde personeelslid bedoeld in artikel 14 van het decreet van 4 april 2019;

7° de adviseur bestuurlijke vervolging: de adviseur bestuurlijke vervolging bedoeld in artikel 17 van het decreet van 4 april 2019;

8° de ambtenaar van de administratieve overheid: de ambtenaar van de administratieve overheid bedoeld in artikel 27 van het decreet van 4 april 2019;

9° de Lidstaat van inschrijving: de Lidstaat waarin het voertuig waarmee de overtreding is begaan, is ingeschreven.

HOOFDSTUK 2. — *Administratieve boete, indexerings- en procedurekosten*

Art. 3. Overeenkomstig artikel 18 van het decreet van 4 april 2019 worden de bedragen van de administratieve geldboetes vastgesteld bij het decreet van 4 april 2019 of bij de uitvoeringsbesluiten ervan, met uitzondering van die bedoeld in artikel 23, § 2, van het decreet van 4 april 2019, om de vijf jaar op 1 januari geïndexeerd door toepassing van het indexcijfer van de consumptieprijzen. De referentie-index is die van de maand november 2022.

Bij de indexerings wordt het resultaat verhoogd met maximaal € 0,50 € of verlaagd met maximaal € 0,49 € om een geheel getal te verkrijgen.

Art. 4. Overeenkomstig artikel 20, tweede lid, van het decreet van 4 april 2019 worden, in geval van overschrijding van de afmetingen, geladen voertuigen of voertuigencombinaties, waarvan de toegelaten totale massa:

1° niet meer dan 3,5 t bedraagt, een administratieve geldboete opgelegd die gelijk is aan dertig procent van de bedragen bedoeld in artikel 20, eerste lid, van het decreet van 4 april 2019;

2° groter dan 3,5 t en kleiner dan 12 t is, een administratieve geldboete opgelegd die gelijk is aan vijftig procent van de bedragen bedoeld in artikel 20, eerste lid, van het decreet van 4 april 2019;

3° groter dan of gelijk aan 12 ton is zonder groter te zijn dan 32 ton, een administratieve geldboete opgelegd van tachtig procent van de bedragen bedoeld in artikel 20, eerste lid van het decreet van 4 april 2019.

Art. 5. De overtredingen van het decreet van 4 april 2019 of de uitvoeringsbesluiten ervan waarvoor geen administratieve geldboetes zijn vastgesteld, worden bestraft met een administratieve geldboete van 30 €.

Art. 6. De procedurekosten bedoeld in artikel 28, § 10, van het decreet van 4 april 2019, kunnen door de Minister worden vastgesteld.

HOOFDSTUK 3. — *Verlaagde administratieve geldboete en consignatie van de gelden*

Afdeling 1. — Voorstellen

Art. 7. De bevoegde ambtenaren stellen de overtreder voor, volgens het door de adviseur bestuurlijke vervolging vastgesteld beleid inzake administratieve acties:

1° ofwel een verlaagde administratieve geldboete bedoeld in artikel 33 van het decreet van 4 april 2019;

2° ofwel een consignatie of terugvordering van de gelden bedoeld in artikel 34, § 1, van het decreet van 4 april 2019.

Afdeling 2. — Bedragen

Art. 8. § 1. Voor de overtredingen bedoeld in het decreet van 4 april 2019, in de uitvoeringsbesluiten ervan of in dit besluit, stemt het bedrag van de verlaagde administratieve geldboete overeen met het minimumbedrag van de administratieve geldboete vastgesteld in het decreet van 4 april 2019, in de uitvoeringsbesluiten ervan of in dit besluit zonder toepassing van de vermenigvuldigingscoëfficiënt bedoeld in artikel 18, tweede lid, van het decreet van 4 april 2019.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 bedraagt de verlaagde administratieve geldboete in geval van overschrijding van de toegelaten maximumsnelheid vastgesteld in de reglementen en besluiten genomen ter uitvoering van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer en het decreet van 4 april 2019, de volgende som:

1° voor de eerste 10 km/u boven de toegestane maximumsnelheid, 53 € ;

2° in een agglomeratie, een zone van 30 km/u, in de nabijheid van een school, in een residentiële zone of een ontmoetingszone, 53 € verhoogd met 11 € voor elke km/u boven de eerste 10 km/u boven de toegestane maximumsnelheid;

3° 3° in alle andere gevallen, 53 € verhoogd met 6 € voor elke km/h boven de eerste 10 km/h boven de toegestane maximumsnelheid.

Art. 9. De te consignereren of terug te vorderen som in de gevallen bedoeld in artikel 34, § 1, eerste lid, van het decreet van 4 april 2019, komt, afhankelijk van de betrokken overtreding, overeen met het bedrag van de verlaagde administratieve boete.

Afdeling 3. — In geval van onderschepping van de overtreder

Art. 10. § 1. In geval van onderschepping van de overtreder wordt gebruik gemaakt van genummerde formulieren, die zijn samengevoegd in genummerde boekjes waarvan de vorm het in de bijlage opgenomen model kan hebben.

De bevoegde ambtenaar vult het formulier in, waarvan:

1° het eerste exemplaar aan de adviseur bestuurlijke vervolging wordt toegezonden of, in voorkomend geval, aan de bevoegde procureur des Konings;

2° het tweede exemplaar aan het boekje gehecht blijft;

3° het derde exemplaar aan de overtreder wordt overhandigd.

De formulieren kunnen worden opgemaakt in elektronische vorm met elektronische handtekening of door middel van een beveiligde drager, waarbij gebruik kan worden gemaakt van een handgeschreven handtekening in digitale vorm. In dit geval wordt een document met de gegevens van het formulier aan de overtreder verstrekt in de vorm van een papieren afdruk of langs elektronische weg.

§ 2. Wanneer meerdere overtredingen samenvallen, worden ze vermeld op hetzelfde formulier, het proces-verbaal of het bericht van overtreding bedoeld in artikel 12.

§ 3. Wanneer een formulier wordt geannuleerd, vermeldt de ambtenaar die het formulier in zijn bezit heeft de annulering door middel van een gedateerde en ondertekende aantekening op alle delen van het papieren formulier waar een aantekening wordt gemaakt.

Art. 11. § 1. Wanneer de overtreder een vaste woon- of verblijfplaats in België heeft, wordt de betaling volgens de richtlijnen van de bevoegde ambtenaar verricht door:

1° betaling met bank- of kredietkaart via een mobiele betaalterminal op voorwaarde dat deze dienst beschikbaar is op de plaats van de onderschepping;

2° overschrijving;

3° bank- of kredietkaart op internet of enige andere vorm van elektronische betaling die door de overheid ter beschikking wordt gesteld, op voorwaarde dat deze diensten beschikbaar zijn.

Een bericht van overtreding als bedoeld in artikel 12 kan ook worden verstrekt of toegezonden aan de overtreder.

Wat de betalingen bedoeld in het eerste lid, 2°, betreft, wordt een overschrijvingsformulier aan de overtreder overhandigd tegelijkertijd met een exemplaar van het formulier. De betaling wordt verricht binnen tien dagen na indiening van het formulier. De datum van betaling door de bank- of kredietinstelling dient als bewijs van de datum van betaling. Bij niet-betaling wordt een proces-verbaal opgesteld overeenkomstig artikel 15, §§ 2 en 3, van het decreet van 4 april 2019.

§ 2. Wanneer de overtreder geen vaste woon- of verblijfplaats in België heeft, wordt de betaling volgens de richtlijnen van de bevoegde ambtenaar verricht:

1° overeenkomstig paragraaf 1, eerste lid, 1° of 3°;

2° in contanten indien de bevoegde ambtenaar behoort tot het operationele kader van de lokale of federale politie.

Voor de betalingen in contanten bedoeld in het eerste lid, wordt het bedrag in euro betaald met bankbiljetten en munten van 1 euro of 2 euro of 50 cent. Het gebruik van munten wordt beperkt tot maximum 100 €.

Afdeling 4. — In geval de overtreder niet wordt onderschept

Art. 12. § 1. In geval de overtreder niet wordt onderschept, wordt een bericht van overtreding naar de vermoedelijke dader gestuurd.

§ 2. Het bericht van overtreding vermeld minstens:

1° de identiteit van de vermoedelijke dader;

2° datum, tijd en plaats van de overtreding;

3° de beschrijving van de overtreding of van de samenvallende overtredingen alsook het opschrift van de geschonden wettelijke bepalingen;

4° in voorkomend geval, de aanwezige verkeerstekens op de dag van de feiten;

5° de identificatie van het voertuig;

6° de referenties van de bevoegde ambtenaar of, in voorkomend geval, de identificatie van de automatisch werkende inrichting met de meettoleranties die gelden op de vervaldatum van de laatste kalibratie;

7° het bedrag van de verlaagde administratieve geldboete ;

8° de mogelijkheid om, in voorkomend geval, een alternatieve opleiding te volgen ;

9° de betalingsmodaliteiten ;

10° de uiterste datum voor de betaling ;

11° de vermelding van het bedrag van de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete en het bedrag van de administratieve geldboete bij niet-betaling van de verlaagde administratieve geldboete ;

12° de termijn en de procedures voor het instellen van een beroep ;

13° de toegangsmodaliteiten tot de beschermde website waartoe alleen de overtreder toegang heeft om de gegevens met betrekking tot de overtreding te raadplegen ;

14° de vermeldingen bedoeld in artikel 41, § 5, van het decreet van 4 april 2019 en die bedoeld krachtens de artikelen 13 en 14 van de AVG of de verwijzing naar de beschermde website waartoe alleen de overtreder toegang heeft om deze te raadplegen in geval van toezending langs elektronische weg.

§ 3. Het bericht van overtreding en de kennisgeving bedoeld in artikel 16, evenals de herinneringen daaraan, mogen uitsluitend elektronisch naar de bestemming worden verzonden zodra zijn vrije, voorafgaande, specifieke en geïnformeerde toestemming heeft gegeven om alleen elektronische communicatie te ontvangen.

§ 4. Wanneer de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft, wordt het bericht van overtreding opgesteld in de taal van het kentekenbewijs, indien beschikbaar, of in een van de officiële talen van de Lidstaat van inschrijving

voor:

1° de overtredingen bedoeld in de artikelen 19, 20, 21 of 23 van het decreet van 4 april 2019,

2° de overtredingen van het decreet van 4 april 2019 of de uitvoeringsbesluiten ervan die het voorwerp uitmaken van een internationale overeenkomst die dit vereist.

§ 5. Het bericht van overtreding kan elektronisch worden bezorgd volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten.

§ 6. De betaling wordt verricht:

1° via overschrijving;

2° via bank- of kredietkaart op internet of enige andere vorm van elektronische betaling die door de overheid ter beschikking wordt gesteld, op voorwaarde dat deze diensten beschikbaar zijn.

De betaling wordt verricht binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de ontvangst van het bericht van overtreding. De datum van betaling door de bankinstelling dient als bewijs van de datum van betaling.

Afdeling 5. — Bezwaar

Art. 13. § 1. Indien de overtreder niet wordt onderschept, kan hij, eventueel vertegenwoordigd door zijn advocaat, binnen tien dagen na ontvangst van het bericht van overtreding per aangetekend schrijven een klacht indienen tegen de verlaagde administratieve boete.

§ 2. Het bezwaar wordt, op straffe van nietigheid, geformaliseerd volgens de instructies in het bericht van overtreding of op de daarin vermelde website.

Het bezwaar bevat de referentie van het bericht van overtreding alsook een van de volgende documenten:

1° de ontvangst van de indiening van de klacht wegens diefstal of vernieling van het voertuig of ontneming van de kentekenplaat, of een kopie van de verklaring van vernietiging van het voertuig;

2° de vermelding van de overtreder, meer bepaald zijn identiteit en adres, alsook de referentie van het rijbewijs van de persoon die het voertuig bestuurde toen de overtreding is vastgesteld;

3° de elementen die de overmacht aantonen of die bewijzen dat de indiener van het bezwaar niet de bestuurder was op het moment van de feiten.

HOOFDSTUK 4. — *Lossing en immobilisatie van het voertuig*

Art. 14. In geval van overtreding van artikel 3 van het decreet van 4 april 2019 kan de bevoegde ambtenaar tot de lossing overgaan in de volgende gevallen:

1° meer dan tien procent overlading ten opzichte van de maximaal toegestane massa van het voertuig of van de voertuigencombinatie, het lossen van de overtollige lading;

2° meer dan twintig procent overlading ten opzichte van de door de fabrikant aangegeven maximaal toegestane massa, volledige lossing en technische keuring.

Art. 15. Om de immobilisatie bedoeld in artikel 34, § 2, van het decreet van 4 april 2019 te verzekeren, verwijderd de bevoegde ambtenaar de boorddocumenten, contactsleutels of plaatst hij wielklemmen of kettingen.

HOOFDSTUK 5. — *Uitvoerbare verlaagde administratieve boete*

Art. 16. § 1. De kennisgeving van de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete bedoeld in artikel 36 van het decreet van 4 april 2019 vermeldt minstens:

1° de gegevens bedoeld in artikel 12, § 2, 1° tot 6°, 13° en 14°;

2° de referentie van het bericht van overtreding;

3° het bedrag van de uitvoerbare verlaagde administratieve boete;

4° de betalingsmodaliteiten;

5° de uiterste datum voor de betaling;

6° de vermelding van het bedrag van de administratieve geldboete bij gebreke aan betaling;

7° de termijn en modaliteiten voor het instellen van een beroep bij de ambtenaar van de administratieve overheid, waarbij wordt vermeld dat de overtreder het recht heeft om:

a) binnen vijftien dagen na ontvangst van de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete per aangetekende brief zijn verweermiddelen schriftelijk in te dienen;

b) binnen dezelfde termijn per aangetekende brief vragen om zijn verweermiddelen mondeling te kunnen voorleggen;

c) zich door een raadsman te laten vertegenwoordigen of bijstaan;

d) zijn dossier te raadplegen.

§ 2. Wanneer de overtreder geen woonplaats of vaste verblijfplaats in België heeft, wordt de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete opgesteld in de taal van het kentekenbewijs, indien beschikbaar, of in een van de officiële talen van de Lidstaat van inschrijving voor:

1° de overtredingen bedoeld in de artikelen 19, 20, 21 of 23 van het decreet van 4 april 2019;

2° de overtredingen van het decreet van 4 april 2019 of de uitvoeringsbesluiten ervan die het voorwerp uitmaken van een internationale overeenkomst die dit vereist.

§ 3. De betaling wordt verricht binnen vijftien dagen volgend op de dag van ontvangst van de uitvoerbare verlaagde administratieve boete.

De betalingswijzen bedoeld in artikel 11, § 1, 2° en 3° zijn van toepassing.

Art. 17. § 1. Overeenkomstig artikel 36, derde lid, van het decreet van 4 april 2019, kan de overtreder, eventueel vertegenwoordigd door zijn advocaat, bij aangetekende brief beroep instellen tegen de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete bij de ambtenaar van de administratieve overheid.

§ 2. Het beroep wordt, op straffe van nietigheid, geformaliseerd volgens de instructies in de kennisgeving van de uitvoerbare verlaagde administratieve geldboete of op de door haar aangewezen website met de vermelde referentie. De datum van verzending geldt als datum van indiening van het beroep.

De procedure bedoeld in artikel 28, § 1, artikel 2 en artikel 3, en §§ 2 tot 11, van het decreet van 4 april 2019, is van toepassing.

De adviseur bestuurlijke vervolging bezorgt aan de administratie die, binnen de Waalse Overheidsdienst, bevoegd is voor de inning van schuldvorderingen, de onbetaalde uitvoerbare verlaagde administratieve geldboetes die verschuldigd zijn en die hij uitvoerbaar verklaart.

HOOFDSTUK 6. — *Overlegmodaliteiten voor de installatie van vaste uitrustingen*

Art. 18. Het overleg bedoeld in artikel 16, zevende lid, van het decreet van 4 april 2019 heeft tot doel:

1° de toelichting bij de voornemens van de bevoegde overheden;

2° de opmerkingen van de bevoegde overheden die aan het overleg deelnemen;

3° de bespreking betreffende het geïntegreerde administratieve, strafrechtelijke en politieke beleid op het gebied van opsporing, vaststelling en vervolging van verkeersovertredingen met het oog op de vaststelling van de plaats en de omstandigheden van het gebruik van vaste meetinstrumenten;

4° de maatregelen om te zorgen voor samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten om bovengenoemd beleid te verwezenlijken.

De overheden die bevoegd zijn op het gebied van onderzoek en vervolging van verkeersveiligheidsgerelateerde verkeersovertredingen en die op territoriaal vlak verantwoordelijk zijn voor de plaats, de installatie en het gebruik van een of meerdere vaste meetinstrumenten, nemen deel aan het overleg.

De bevoegde overheden voor het overleg zijn de volgende:

1° voor de gerechtelijke overheden, de Procureur(s) des Konings voor de controletoeinstellen voor snelheidsovertredingen;

2° voor de politionele overheden:

a) de directeur(s)-coördinatoren van de bestuurlijke politie;

b) de Korpschef(s) van de lokale politie of een vertegenwoordiger van de directie van de verbindingswegen van de federale politie;

c) de voorzitter van het politiecollege in een meergemeentenpolitiezone;

d) de personen die verantwoordelijkheid dragen ten aanzien van de bevoegde ambtenaren bedoeld in hoofdstuk III van het decreet van 4 april 2019 wanneer de vaste meetinstrumenten hen betreffen of wanneer zij belast zijn met het operationele beheer van die instrumenten;

3° voor de bestuurlijke overheden:

a) de burgemeester(s);

b) de wegbeheerder(s);

c) de Minister;

d) de adviseur bestuurlijke vervolging.

De wegbeheerders voor paragraaf 3, 3°, b) zijn:

a) de Minister bevoegd voor openbare werken of zijn afgevaardigde als het gaat om een gewestweg;

b) de burgemeester als het gaat om een gemeenteweg;

c) in voorkomend geval, de vertegenwoordiger van de openbaarvervoersmaatschappij;

d) in voorkomend geval, de vertegenwoordiger van de "Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures - SOFICO" (Waalse Maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures - SOFICO).

Elk van de partijen kan zich laten vertegenwoordigen door één of meerdere gemachtigden.

Art. 19. Het bestuur of de personen bedoeld in artikel 18, derde lid, 3°, roept de bevoegde overheden voor het overleg bijeen.

De afwezigheid van één of meerdere uitgenodigde bevoegde overheden kan niet leiden tot ongeldigheid van het overleg.

Art. 20. § 1. De overeenkomsten over de plaatsing en de gebruiksomstandigheden van de vaste uitrusting of uitrustingen worden vastgelegd in een protocol.

Dit protocol vermeldt:

1° het akkoord van de wegbeheerder voor de plaatsing op de openbare weg waarover hij het beheer heeft, van de vaste uitrusting(en) voor automatisch werkende meetinstrumenten in afwezigheid van een bevoegd persoon;

2° de modaliteiten met betrekking tot de meetinstrumenten.

§ 2. Op gemotiveerd verzoek van één van de bevoegde overheden om een wijziging aan de overeenkomsten door te voeren, roept het Bestuur een nieuw overleg samen.

HOOFDSTUK 7. — *Centraal bestand en verwerking van de persoonsgegevens*

Art. 21. § 1. Het centrale bestand bestaat uit een gegevensbank die de in paragraaf twee bedoelde gegevens en inlichtingen zodanig structureert dat zij gemakkelijk kunnen worden verwerkt en opgevraagd met het oog op de doeleinden bedoeld in artikel 41, § 2, van het decreet van 4 april 2019.

§ 2. De gegevens met betrekking tot controles, vaststellingen, vervolgingen en sancties zijn uitsluitend toegankelijk voor de in artikel 41, lid 2, van het decreet van 4 april 2019 bedoelde personen, door middel van een geauthentiseerde, multifactoriële en getraceerde verbinding.

De raadpleging van gegevens wordt geregeld door de persoonlijke toegangsrechten die aan elke gebruiker van de toepassing worden verleend naar gelang van zijn rol bij de gegevensverwerking. De getraceerde gegevens worden gedurende tien jaar bewaard.

Het logbestand bevat voor elke raadpleging informatie over wie toegang had, welke categorieën gegevens en voor welk doel.

Art. 22. De verwerkingsverantwoordelijke van het centrale bestand bedoeld in artikel 41, § 4, van het decreet van 4 april 2019 van de persoonsgegevens is de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur.

Art. 23. § 1. De nuttige gegevens voor de goede uitvoering van het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan, kunnen worden uitgewisseld met door de Minister aangewezen dienstverleners.

Deze gegevens zijn:

1° het notitienummer en de datum van het proces-verbaal;

2° de naam, voornaam, de woon- of verblijfplaats van de overtreder, of indien het gaat om een rechtspersoon, de benaming, rechtsvorm en maatschappelijke zetel, of desgevallend van de houder van de kentekenplaat of van de burgerlijk aansprakelijke;

3° de identiteit van de bestuurder van het voertuig;

4° het rijksregisternummer van desgevallend de overtreder, de bestuurder van het voertuig, de houder van de kentekenplaat of de burgerlijk aansprakelijke;

5° het ondernemingsnummer of het vestigingsnummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;

6° de identificatiegegevens van het voertuig met name de kentekenplaat en het type voertuig;

7° de aard van de overtreding(en);

8° de plaats, datum en tijdstip waarop de inbreuk werd vastgesteld;

9° de aanwezige verkeerstekens op de dag van de feiten;

10° het opschrift van de wettelijke of reglementaire teksten die de geschonden bepalingen bevatten;

11° het bedrag van de verlaagde administratieve boete;

12° de informatie betreffende de apparatuur waarmee de overtreding is vastgesteld;

13° de gestructureerde mededeling;

14° het rekeningnummer van de bestemming;

15° de coördinaten van de politiezone, van de dienst van de federale politie of van de dienst controle van de Waalse Overheidsdienst;

16° de coördinaten van de dienst van de adviseur bestuurlijke vervolging;

17° de gegevens inzake de stand van het dossier;

18° de identificatienummers van de verrichting ;

19° het rekeningnummer van de opdrachtgever en zijn coördinaten;

20° de gegevens bedoeld in artikel 16, § 1.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde gegevens mogen alleen via een beveiligde lijn met de dienstverlener worden uitgewisseld met het oog op:

1° het opstellen van de berichten van overtreding en van de kennisgevingen bedoeld in artikel 16, het aanmaken van de overschrijvingsformulieren met een gestructureerde mededeling en het geautomatiseerd printen of onder omslag brengen van deze documenten die conform de procedures bedoeld in het decreet van 4 april 2019 aan de overtreder worden toegezonden;

2° het verzenden van de documenten bedoeld onder 1° en van de bijgevoegde processen-verbaal;

3° de opvolging van de betaling en herinneringen van administratieve geldboetes, verlaagde administratieve geldboetes, verlaagde uitvoerbare administratieve geldboetes en eventuele herinneringen;

4° het beheer van een callcenter en een steundienst voor de behandeling van administratieve en financiële vragen met betrekking tot de beëindiging van de administratieve actie tegen betaling van een geldsom;

5° de oprichting en beheer van een website voor de betaling en betwisting van, alsmede het ter beschikking stellen van algemene informatie en de antwoorden op veel voorkomende vragen inzake, de beëindiging van de administratieve actie tegen betaling van een geldsom;

6° de gedetailleerde verslaggeving over de door de dienstverlener verrichte handelingen, bedoeld onder 1° tot 5°, bezorgd aan de adviseurs bestuurlijke vervolging.

Iedere andere bewerking is verboden.

§ 3. De gegevens in het computersysteem van de dienstverlener worden gewist zodra zij niet langer relevant zijn voor de in paragraaf 2 bedoelde verrichtingen, en uiterlijk zes maanden na de datum waarop de inbreuk werd vastgesteld.

HOOFDSTUK 8. — *Samenwerking inzake strafbeleid*

Art. 24. De vertegenwoordiging in de expertisenetwerken opgericht krachtens de artikelen 3 tot 5 van het samenwerkingsakkoord van 7 januari 2014 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende het strafrechtelijk beleid en het veiligheidsbeleid, wordt, wanneer zij betrekking hebben op aangelegenheden die verband houden met het decreet van 4 april 2019, verzekerd door de adviseurs bestuurlijke vervolging.

HOOFDSTUK 9. — *Overkoepelende bepalingen*

Art. 25. De overtreder mag slechts één betaalmiddel gebruiken om de verlaagde administratieve boete, de waarborgsom, de administratieve geldboete of de bedragen bedoeld in artikel 34, § 1, derde lid, van het decreet van 4 april 2019 te betalen.

Art. 26. De geïnde, geconsigneerde of teruggevorderde sommen in contanten worden periodiek, na aftrek van de kosten, gestort op een daartoe bestemde rekening van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 27. Overeenkomstig artikel 44, § 2, van het decreet van 4 april 2019, worden de kennisgevingen bedoeld in het decreet van 4 april 2019 en de uitvoeringsbesluiten ervan geacht te zijn ontvangen op de veertiende dag na de data van verzending.

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepalingen*

Art. 28. In het koninklijk besluit van 19 juli 2000 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen inzake het wegverkeer, wordt aanhangsel 1 in bijlage 1, a), ingevoegd bij het koninklijk besluit van 19 juli 2013 en laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 juni 2019, opgeheven.

Art. 29. In artikel 3 van het koninklijk besluit van 30 september 2005 tot aanwijzing van de overtredingen per graad van de algemene reglementen genomen ter uitvoering van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 december 2006, 7 april 2007, 9 januari 2013 en 28 maart 2013 en bij de wet van 3 augustus 2016, wordt een punt 39/1° ingevoegd, luidend als volgt:

39/1° Het verkeersbord C21 niet in acht nemen 5 en 68.3 (verkeersbord C21)

Art. 30. Dit besluit treedt in werking op 30 april 2023.

Het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, met uitzondering van de artikelen 13, 14, 15, § 6, 17, 23, 27, 31, 44, § 1, eerste lid, 9°, 56, 57 en 58.

Art. 31. De Minister bevoegd voor Verkeersveiligheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 december 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, met uitzondering van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren

<input type="checkbox"/> Inning <input type="checkbox"/> Consignatie	Formulier van onmiddellijke inning of van consignatie van de gelden
---	---

	Formulier bestemd voor de overtreder.
--	---------------------------------------

Plaats van de overtreding : Datum van de vaststelling: Tijdstip van de vaststelling:
--

OVERTREDER

Naam, voornaam : Geboortedatum: Straat, Nr.: Postcode: Gemeente :Land : Nationaliteit :

VOERTUIG(EN)

Merk: Type: Kentekenplaat: Nationaliteit:
--

AARD VAN DE OVERTREDING(EN)

--

- U erkent de overtreding. U moet per bankkaart, kredietkaart, overschrijving ⁽¹⁾ of cash⁽²⁾ het bedrag van de onmiddellijke invordering betalen dateuro bedraagt. Door deze optie te kiezen, ziet u af van het recht om de overtreding te betwisten. Door de betaling vervalt de administratieve actie, tenzij de Adviseur Bestuurlijke vervolging u binnen een maand in kennis stelt van zijn voornemen om de procedure voort te zetten.

U betwist de overtreding te hebben begaan.
Een proces-verbaal zal worden opgemaakt.

- Bankkaart/Kredietkaart
 Overschrijving
 Contanten

1. Alleen voor overtreders met hun hoofdverblijfplaats in België.
2. Alleen als de inning of consignatie wordt verricht door een lid van het operationele kader van de lokale of federale politie.

Naam van de verbalisant:
Handtekening :
Datum :

IN TE VULLEN DOOR DE OVERTREDER

Naam: Handtekening:
Datum :

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2022 houdende uitvoering van het decreet van 4 april 2019 betreffende de administratieve geldboetes inzake verkeersveiligheid, met uitzondering van het administratief en geldelijk statuut van de ambtenaren.

Namen, 15 december 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE